

Chapitre 04

Quelle est l'influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?

Le vote est un rituel civique, de nombreux parents souhaitent associer leurs enfants à son déroulement afin de les sensibiliser aux procédures de la vie démocratique et politique. La présence des enfants le jour du vote s'inscrit dans une démarche d'apprentissage de la citoyenneté et de transmission de ses usages.

I. Qu'est ce que la culture politique

Document 1 : la culture politique

En sociologie, la culture correspond à l'ensemble des valeurs, des normes sociales, des croyances, des modes de vie socialement hérités et transmis qui orientent les conduites des membres d'un groupe social ou d'une société. Ce « réservoir commun » évolue dans le temps par et dans les formes des échanges. Il se constitue en manières distinctes d'être, de penser, d'agir et de communiquer.

La culture politique peut être définie comme l'ensemble des valeurs et des normes qui orientent les attitudes politiques d'un citoyen et structurent ses rapports avec le pouvoir. Dans leur vaste enquête comparative menée dans cinq pays, les politologues américains Gabriel Almond et Sydney Verba (*The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, 1963) s'interrogent sur les fondements culturels de la démocratie, la foi en la viabilité de ce type de système ayant été ébranlée au cours du XX^{ème} siècle (fascisme, nazisme...).

Les cultures politiques diffèrent donc selon les sociétés. On ne fait pas de la politique de la même façon en France, au Sénégal ou au Japon. Ainsi, Pierre Rosanvallon dans « *Le modèle politique français* » (2004) n'hésite pas à faire référence à une culture politique française qu'il qualifie de "culture de la généralité"

Cette généralité renvoie à l'idée de l'héritage jacobin qui rêvait de dresser aux côtés de l'Etat-nation une communauté politique où toutes les particularités locales seraient gommées.

Selon la célèbre enquête menée par les politologues américains Almond et Verba, la démocratie nécessiterait, pour fonctionner, un système de valeurs spécifique : la « culture civique »

Qui est l'ensemble des attitudes et des comportements politiques qui favorisent la stabilité des institutions démocratiques, le « bon » fonctionnement de la vie politique et la participation des

citoyens. Pour eux, elle serait idéalement une combinaison harmonieuse des trois types, la démocratie exigeant à la fois la participation et la soumission.

Bien qu'il soit aujourd'hui souvent utilisé dans les analyses de science politique, le concept de culture politique n'est pas exempt de critiques.

En effet la culture politique ne peut être séparée de la culture globale, ce qui confirme Denys Cuche dans « *La notion de culture dans les Sciences sociales* » (2001): « tout système politique apparaît lié à un système de valeurs et de représentations, autrement dit à une culture, caractéristique d'une société donnée »

A cela nous pouvons ajouter le fait qu'il n'existe pas de culture politique homogène applicable dans un pays entier puis qu'il faut prendre en considération l'existence de différentes cultures propres à chaque individu ou groupe d'individu tel que revenu, milieu social ou encore âge.

Enfin ne pas omettre la présence de sous-cultures politiques s'expliquant par la pluralité politique : clivage droite-gauche.

Document 2 : cultures politique en transition

Les facteurs réels à l'origine des révolutions du monde arabo-musulman sont: un recul du fait religieux («l'indifférence religieuse»), une scolarisation de masse («une hausse générale des taux d'alphabétisation») et un plus grand contrôle des naissances («une chute des indices de fécondité»).

Les changements politiques et sociaux en cours au Moyen-Orient et dans les pays du Maghreb sont caractérisés par l'ouverture démocratique de systèmes politiques auparavant autoritaires ainsi que par le passage d'une culture civique de sujétion à une culture civique participante. Le terme de transition permet d'évoquer l'ensemble de ces évolutions tout en soulignant leurs caractères inachevés.

II. Le lien politique est-il un lien social ?

En isolant l'action politique des autres dimensions de la vie sociale, les politistes identifient les différentes formes de liens politiques.

Les relevés d'observation et de mesure issus de ce travail d'identification permettent de comparer les sociétés entre elles selon leur degré de participation politique et de confiance qu'elles accordent à leur système politique.

Cette comparaison permet de déterminer la culture civique propre à chaque pays, selon qu'elle soit plutôt paroissiale (localiste) sujette (aliénée) ou participante (démocratie).

La participation des citoyens au débat public, la confiance réciproque entre dirigeants et dirigés dépendent du circuit suivi par les décisions politiques.

Dans les sociétés démocratiques, la discussion occupe une place centrale car elle permet l'expression d'opinions contradictoires dans le respect mutuel et la reconnaissance des différents protagonistes.

Le sociologue et philosophe allemand Jürgen HABERMAS parle d'espace public pour désigner les multiples lieux d'information, de rencontres et d'échanges qui rendent possible la formation d'une volonté politique commune.

Document 3 : Espace public

D'après le document 3 l'espace public désigne un lieu symbolique au sein duquel les parties prenantes sont caractérisées par une citoyenneté partagée et sont rassemblées en tant que public délibérant capable d'exprimer l'intérêt général. Il ne peut donc s'agir d'un lieu physique où s'exprimeraient les identités particulières d'individus unis par des relations affectives ou d'affinités comme c'est le cas dans la sphère privée. Il ne peut non plus s'agir de l'État, ce lui-ci désignant l'ensemble des lieux de pouvoirs chargés de traduire et de mettre en œuvre formellement les choix du public par le biais de personnels spécialisés et rémunérés dans ce but.

Document 4 : comment se construit le lien politique ET Document 5 : Participation sociale et politisation

Le document 4 démontre que 50% des jeunes considérés comme fortement politisés sont adhérents à une association contre 38% pour les jeunes faiblement intéressés par la politique. Ce lien entre participation à la vie associative et participation à la vie politique s'explique par la proximité de ces deux formes de mobilisation civique. L'engagement associatif sensibilise les individus qui y prennent part aux enjeux et aux questions de société qui alimentent le débat politique et, inversement, l'intérêt pour la vie politique peut motiver les individus à agir concrètement pour le bien commun dans des cadres adaptés.

En science politique la politisation, désigne les dynamiques sociales qui conduisent les individus à s'intéresser au débat public ou à participer activement à la vie politique.

III. Comment la citoyenneté s'apprend-elle ?

Plusieurs agents de socialisation participent à la socialisation politique. Ces différents agents de socialisation transmettent des éléments caractéristiques de la culture politique nationale, mais également des différentes sous-cultures qui la composent, notamment un positionnement sur le clivage gauche/droite et une identification partisane potentielle. Dans « *Sociologie politique* » (2008), Philippe Braud propose de distinguer : (milieux de socialisation et agents de socialisation)

Les milieux de socialisation :

Ce sont les communautés sociales structurées au sein de laquelle opère l'activité d'inculcation (famille, école, médias) ;

- La famille : longtemps considérée comme jouant un rôle primordial dans la formation de l'identité politique, de nombreuses études montrent que les parents transmettent d'autant plus facilement leurs opinions et attitudes politiques qu'elles correspondent à l'évolution des mœurs et de la société (d'où l'importance du relais par les autres agents socialisateurs comme l'école et la famille).
- L'école : elle n'est pas partout la même, l'école de banlieue ouvrière est différente de l'école rurale ou de celle des quartiers urbains résidentielles. Elle participe au processus de socialisation à deux niveaux :
 - le contenu des programmes d'enseignement (histoire et géographie, instruction civique, sciences économiques et sociales, philosophie) ;
 - l'apprentissage de la participation (élection des délégués) et des relations de pouvoir.
- Les médias : notamment la télévision, qui est présente au cœur de l'intimité familiale, mais dont les conditions de réceptivité diffèrent selon le niveau culturel des familles.

Philippe Braud ajoute que d'autres milieux de socialisation spécifiques existent qui ne concernent qu'une partie de la population : les religions, le militantisme syndical ou politique, les organisations culturelles et sportives. Lorsque le degré d'engagement exigé est fort, ils peuvent entraîner le développement de subcultures fortes (exemples : le parti communiste en France qui s'affirme comme une véritable contre-société avec son langage, ses valeurs et ses pratiques sociales ; l'islam ou le judaïsme qui servent d'appui au réinvestissement identitaire de populations tentées par le communautarisme).

Les agents de socialisation :

Ce sont les individus qui exercent un rôle d'inculcation. Les deux principaux sont :

- L'instituteur : son rôle est conditionné par des logiques institutionnelles puisqu'il est à la fois le représentant de la société, celui des parents (mais pas de tous) ou du ministre de l'Education ;
- Les pairs : ce sont les voisins, mais aussi et surtout les amis dans la cours de récréation. Selon Anne Muxel dans « *L'expérience politique des jeunes* » (2001), les relations entre pairs jouent un rôle important dans les comportements politiques, par exemple lors de manifestations de rue, la participation dépend fortement de ces relations.

Plusieurs procédés permettent la transmission et la formation d'une culture politique :

- par inculcation c'est-à-dire par une transmission volontaire et méthodique des valeurs et des normes politiques de la société et du groupe social d'appartenance. Les sociologues fonctionnalistes des années 1960 (G.Almond, S.Verba...) considèrent que la socialisation politique doit assurer la permanence et la cohésion du système politique.

- par imprégnation c'est-à-dire par répétition des comportements et des opinions politiques que l'enfant intériorise sans que ses parents aient une volonté consciente de les transmettre.
- par interaction dans laquelle l'individu construit lui-même ses opinions et son comportement politiques en relation avec les personnes qu'il fréquente et en fonction des événements. Le socialisé n'est pas passif. Il est l'opérateur pratique de sa propre éducation politique. Il hérite et il gère. La socialisation ne saurait donc se réduire à une simple transmission, elle est aussi acquisition.

A. Le rôle de la socialisation PRIMAIRE :

Le rôle de la socialisation primaire:

- L'étude de la socialisation primaire commence aux Etats-Unis dans les années 1950-1960. La vision de la socialisation politique que vont développer ces chercheurs (on parle du « paradigme de Michigan ») s'organise autour de quelques idées, que les recherches empiriques semblent vérifier :
 - très tôt les préférences politiques des enfants sont organisées en termes de préférences partisans. Ces préférences partisans sont stables au cours de la vie (la socialisation est donc envisagée uniquement comme une socialisation primaire) ;
 - l'identification partisane joue un rôle fondamental et non seulement détermine le vote mais aussi structure l'ensemble des attitudes politiques. Le socialisé est donc conditionné globalement ;
 - il y a reproduction familiale des préférences partisans. La famille joue un rôle déterminant dans la socialisation politique (en termes d'adhésion au système politique et de choix partisan).

Ces conclusions vont être remises en causes dans les années 1980 par Annick Percheron dans « *La socialisation politique* » (1985). En effet, « l'enfant peut être confronté à des situations qui pourront aller de la consonance la plus parfaite à la dissonance la plus totale ». Les enfants reproduisent majoritairement les opinions et les comportements politiques de leurs parents qu'à certaines conditions :

- L'intérêt des parents pour la politique : le taux de reproduction est parfait (74%) si l'intérêt des parents pour la politique est fort, s'il est nul, le taux de reproduction tombe à 30 %.
- La force des préférences parentales : 42 % des enfants de parents socialistes votent à gauche, 47 % des enfants de parents qui votent FN votent à droite, 36 % des enfants de parents RPR/UDF votent à droite.
- L'homogénéité des choix politiques des parents : si les deux parents votent du même bord, les enfants vont faire de même, sinon, les enfants seront peu à voter du même bord que le père. Ainsi, en France en 1985, 59% des adolescents ayant les deux parents de gauche ont une préférence pour la gauche et 46% des enfants dont les parents sont de droite ont une préférence pour la droite.

Cependant, il existe un nombre suffisant de « cas dissonants » lorsque les enfants expriment des opinions politiques différentes de celle de leurs parents. Le manque d'homogénéité de la famille en matière politique est une première explication. La socialisation différenciée en est une autre. L'intérêt pour la politique chez les jeunes dépend du milieu social et du genre. Les enfants des classes supérieures et des ouvriers qualifiés ont un intérêt plus grand que les enfants des classes moyennes et populaires ce qui renvoie au degré de mobilisation de ces milieux pour la politique. De même, l'intérêt des filles est moins que celui des garçons quelque soit le milieu social ce qui s'explique par le fait que la politique est encore considérée comme le domaine des hommes.

L'École s'avère très efficace dans l'acquisition de connaissances politiques savantes et formelles, elle est en revanche peu active dans la construction des préférences partisans. Cette faible influence de l'école sur la formation des opinions et attitudes politiques s'expliquerait pour partie par la « concurrence » des parents, l'absence d'un discours unique de la part du corps enseignant et pour beaucoup par la déontologie des maîtres. Cependant, Vincent Tournier a montré l'effet du choix de l'établissement scolaire sur les préférences politiques des lycéens et souligné par là même l'importance du groupe de pairs. Des enfants, dont les parents étaient à gauche, scolarisés dans des écoles privées, pouvaient s'identifier plus facilement à la droite. L'école au travers d'échanges qui s'y jouent et des argumentaires politiques qui s'y développent, vient renforcer ou au contraire contredire la socialisation familiale.

Les médias : l'action de la télévision est ambivalente. D'un côté, elle fournit aux jeunes téléspectateurs un volume énorme d'informations qui les familiarise très tôt avec les problèmes politiques du monde entier. D'une autre côté, n'étant pas une « institution de prise de rôle », elle ne permet pas d'exercer leurs premières habiletés de citoyens. Enfin, les enfants « filtrent » l'information à partir d'une grille d'analyse transmise par leurs parents.

B. Le rôle de la socialisation SECONDAIRE :

Le processus de socialisation est au final le fait d'une pluralité d'instances : famille, pairs, médias, religion , école, etc. Cette pluralité n'implique ainsi aucun déterminisme politique dès lors que chacun d'entre nous peut être exposé à des principes de socialisation potentiellement contradictoires. Il faut à cet égard être particulièrement attentif aux processus à l'œuvre lors des socialisations secondaires, qui se prolonge tout au long de l'existence.

La socialisation secondaire se fait en interaction, au contact avec d'autres individus (conjoint, collègues de travail, amis...) et des réalités économiques, sociales et politiques. Elle peut transformer le regard de l'individu sur la politique et l'amener à ajuster ces normes et ces valeurs acquises dans l'enfance à la réalité nouvelle. Plusieurs éléments peuvent jouer dans la socialisation secondaire :

- la trajectoire sociale qui peut être ascendante ou déclinante. La mobilité sociale est source de contradiction entre les socialisations primaires et secondaires. Une femme de milieu populaire, peu intéressée par la politique dans son enfance, peut être amenée à

s'y intéresser et à prendre parti parce qu'elle s'est mariée à un une personne plus aisée et plus cultivée qui l'initie à des pratiques culturelles qu'elle ne connaît pas et qui la conduisent à la politique.

- Le contexte politique : les évènements politiques peuvent notamment conduire à la construction de nouvelles dispositions politiques comme l'a montré Annick Percheron, et créer ainsi un effet de génération qui contribue à expliquer l'évolution des attitudes politiques (La Seconde guerre mondiale, Mai 68, dans une moindre mesure le mouvement lycéen de 1986, le CPE...). Dans « *L'expérience politique des jeunes* »(2001), Anne Muxel montre que la participation à des mouvements étudiants-lycéens en 1986 a des répercussions sur l'activité politique des individus dix ans plus tard. La « *conjoncture historique et politique a donc aussi un rôle actif dans la construction de l'identité politique* ».
- L'âge : les années de jeunesse, de 18 à 25 ans, « moratoire électoral », se caractérisent par une faible participation à la vie politique conventionnelle. En revanche, leur participation protestataire est plus forte et leur intérêt pour la

Au total, la socialisation primaire est un « fond de carte » comme le dit Annick Percheron qui détermine la plus ou moins grande implication de l'individu dans la vie politique. Mais, les positions partisans peuvent évoluer au cours de la vie en fonction des expériences politiques qu'il rencontre et du contexte général de la vie politique.

IV. L'identité politique s'hérite-t-elle ?

L'origine historique du clivage droite-gauche se trouve dans la position géographique des différents partis politiques dans l'assemblée nationale d'août-septembre 1789. Lors d'un débat sur le poids de l'autorité royale face au pouvoir de l'assemblée populaire dans la future constitution, les députés partisans du veto royal (majoritairement ceux de l'aristocratie et du clergé) se regroupèrent à droite du président (position liée à l'habitude des places d'honneurs). Au contraire, les opposants à ce veto se rassemblèrent à gauche sous l'étiquette de « patriotes » (majoritairement le Tiers état). Après la Révolution, ce clivage s'est institué dans la culture politique des systèmes d'assemblée.

Document 11 : Culture de gauche / culture de droite : divergence et opposition

- sociologique : la gauche est surreprésentée dans l'électorat populaire et salarié, tandis que la droite l'est chez les indépendants ;
- historique : la gauche se veut révolutionnaire ou réformiste, la droite se plait davantage à défendre ce qui est, voire à restaurer ce qui était ;
- politique : La gauche se veut du côté du peuple et de ses organisations (les partis, les syndicats, les associations), la droite est davantage attachée à la Nation, à la patrie.
- économique : La gauche fait davantage confiance à l'État qu'au marché, la droite, c'est évidemment l'inverse (au moins aujourd'hui) : elle fait davantage confiance au marché qu'à l'État ;

- philosophique ou culturel : des différences sur les valeurs : à gauche, le goût de l'égalité, de la liberté des mœurs, de la laïcité, de la défense des plus faibles des loisirs, du repos ; à droite celui de la réussite individuelle, de la liberté d'entreprendre, de la religion, de la hiérarchie, de la sécurité, de la patrie, de la famille, du travail, de l'effort, de l'émulation, de la responsabilité. Ainsi, la loi sur le « mariage pour tous » est entrain de réactualiser le clivage droite-gauche. D'une part, ce projet est porté par la gauche comme l'avait été le PACS. D'autre part, il est approuvé par 79% des sympathisants de gauche et seulement par 43% des électeurs de droite (33% de ceux de l'UMP). Enfin, ce projet oppose les catholiques pratiquants, qui sont en faveur du « droit naturel » (le mariage homosexuel est contre-nature) et les non-croyants ou non-pratiquants qui sont en faveur du « droit positif ».

Document 12 : valeurs de gauche et de droite

Selon une autre grille d'analyse, proposée par Étienne Schweisguth et Gérard Grunberg, gauche et droite se différencient selon leur degré d'adhésion au libéralisme économique et au libéralisme culturel :

- Le libéralisme économique défend la libre entreprise et la liberté du marché, par opposition au contrôle par l'Etat des moyens de production et à l'intervention de celui-ci dans l'économie ;
- Le libéralisme culturel défend les libertés et l'épanouissement individuels contre les relations autoritaires (tolérance vis-à-vis des étrangers, lutte contre les discriminations, liberté des mœurs, égalité femmes hommes, etc.)

Cependant, droite et gauche sont traversés par un certain nombre de clivages. « Droite » et « gauche » ne sont en rien des partis politiques. Il n'y a pas en France de bipartisme. Ni dans aucun autre pays d'Europe d'ailleurs, les États-Unis tendant seuls vers cette situation. Le pluriel s'impose donc et oblige à dire « les droites » et « les gauches ».

Dans « Les droites en France » (1982), René Rémond distingue trois droites :

- La droite orléaniste libérale, caractérisée par la confiance dans l'économie de marché, l'éloge de l'enrichissement par le travail et par l'épargne, et la défense des intérêts d'une bourgeoisie entreprenante et installée.
- La droite bonapartiste met tout particulièrement en avant la personne du souverain, l'exercice solitaire et autoritaire du pouvoir. Il est également marqué par le mépris des hiérarchies naturelles et la recherche permanente du soutien des masses populaires, à travers notamment la pratique du plébiscite.
- La droite légitimiste est un courant réactionnaire de la société, celle-ci est habituellement associée à la défense d'un ordre moral traditionnel et d'une identité culturelle marquée par le catholicisme, au refus des formes nouvelles de conjugalité et d'organisation familiale, à une difficulté particulière à accepter l'émancipation des femmes et, enfin, au rejet des formes d'échanges culturels liés à l'immigration.

Ainsi, le Général de Gaulle avait réussi à rassembler la droite orléaniste et la droite bonapartiste tandis que Nicolas Sarkozy a réussi à fédérer les trois courants de cette droite.

Cependant, de nombreux historiens ont souligné que les mutations politiques, économiques et sociales qui ont caractérisé la France à partir des années 1880 ont permis, l'émergence d'une quatrième droite, nationaliste, antisémite et xénophobe dont le Front national est l'héritier.

Jacques Julliard dans « *Les gauches françaises* » (2012) distingue quatre courants à gauche :

- La gauche libérale, à cheval sur la gauche et la droite, croyant à la laïcité, au marché, au système représentatif. Elle est représentée par des hommes comme Michel Rocard ou Manuel Valls qui s'inscrivent dans le courant social-démocrate.
- La gauche jacobine, étatique, patriote, volontariste, rassembleuse et guettée par l'archaïsme. Elle croit à l'efficacité de l'action économique et sociale de l'Etat et puise une partie de ses engagements dans une méfiance vis-à-vis des puissants et de la finance. François Mitterrand l'a représentée. De nos jours, Arnaud Montebourg a repris le flambeau.
- La gauche collectiviste, organisant le prolétariat, centralisatrice et longtemps tentée par la rupture avec la démocratie bourgeoise. Elle a été représentée par le Parti Communiste. De nos jours, le Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon.
- La gauche libertaire, jamais inscrite dans un seul parti, jamais représentée au Parlement, avec deux moments clés, l'anarcho-syndicalisme et Mai 1968. Les Verts en sont en partie les héritiers en affichant un grand libéralisme culturel et un alter-mondialisme au niveau économique.

Le clivage droite gauche n'est pas constant (figé) et peut varier avec le temps. Ainsi le libéralisme culturel est en partie partagé par des gens de droite tandis que certains citoyens de gauche ne sont pas insensibles au libéralisme économique. Plusieurs éléments tendent à penser que le clivage droite-gauche est dépassé.

Document 14 : le clivage gauche-droite

Une majorité de français ne croient plus à l'existence de ce clivage.

- 58 % d'entre eux estiment le clivage « dépassé »
- 35 % seulement sont d'un avis contraire.

A noter que les sympathisants socialistes sont les derniers à considérer majoritairement que le clivage gauche/droite reste pertinent – en 2007, les sympathisants UMP partageaient aussi cette conviction.

Aujourd'hui le clivage gauche/droite continue de structurer la vie politique.

En effet les français reconnaissent admettent la présence de gauche et de droite et se positionnent avec aisance (à gauche à droite) renforçant le clivage.

AVEC le quinquennat le clivage gauche-droit perd de son importance car plus difficile une cohabitation.

A cela s'ajoute une sensibilité de droite et une sensibilité de gauche qui s'opposent sur les grands problèmes de société. Ainsi, à la question notre société souffre-t-elle davantage d'un manque de solidarité ou d'un excès d'assistanat ? le clivage gauche/droite prend une forme nette : pour 59 % des sympathisants socialistes, c'est la solidarité qui fait défaut ; pour 74 % des sympathisants UMP, c'est l'assistanat qui pose problème.

V. La proximité partisane, un choix personnel ?

► Distincte de la proximité politique, associée à l'autopositionnement des individus sur un axe gauche-droite, la **proximité partisane** révèle plus précisément leur niveau d'identification à l'une ou l'autre des formations politiques en présence. Le politiste Vincent Tiberj distingue deux types de partisans : ceux qui adhèrent avec conviction et enthousiasme à l'idéologie d'un parti et ceux qui sélectionnent un programme parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans ceux proposés par les autres partis.

► L'évolution des sociétés démocratiques vers une plus grande différenciation et fragmentation sociale remet en cause la superposition des logiques sociales et politiques. Les « partisans négatifs » sont à chaque scrutin plus nombreux et révèlent la moindre prégnance des oppositions partisans dans le façonnement des **comportements et attitudes politiques**.

► L'adhésion aux valeurs transmises lors de la socialisation primaire n'empêche pas la grande flexibilité, voire fragilité, des attaches partisans exprimées par les individus. Anne Muxel, en s'appuyant sur les travaux du sociologue **François de Singly**, explique que ce détachement n'est pas sans rapport avec l'évolution de l'éducation parentale. Le souci de la transmission des croyances politiques est aujourd'hui tempéré par la volonté de favoriser l'épanouissement personnel et l'autonomie de l'enfant. Cette **individualisation** des rapports sociaux conduit à renforcer la dimension personnelle et choisie du positionnement partisan.